

"L'erreur européenne de Thatcher" dans La Croix (15 mai 1982)

Légende: Le 15 mai 1982, le quotidien catholique français La Croix critique la position de Margaret Thatcher, Premier ministre du Royaume-Uni, sur la contribution britannique au budget communautaire et pointe son isolement sur la scène européenne.

Source: La Croix. 15.05.1982. Paris. "L'erreur européenne de Thatcher", auteur:Docquier, Jacques.

Copyright: (c) La Croix

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_erreur_europeenne_de_thatcher_dans_la_croix_15_mai_1982-fr-e6bc7fe7-c8e1-451b-a371-81bc9fa6af38.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

L'erreur européenne de Thatcher

Luxembourg: la plupart des ministres des Affaires étrangères des Dix décident de prolonger d'une semaine l'embargo décrété voici un mois contre l'Argentine. Bruxelles: leurs homologues de l'Agriculture se déclarent presque simultanément prêts à appliquer les prix agricoles européens en passant outre au veto britannique.

Soutien diplomatique en demi-teinte d'un côté, échec communautaire de l'autre à l'issue d'une interminable renégociation qui semble aujourd'hui mardi, pour la première fois, refusée unanimement par les Neuf.

En ce début de semaine, Margaret Thatcher enregistre à peine un semblant de victoire diplomatique avec un embargo fantomatique et sa première défaite grave sur la scène européenne où elle se trouve totalement isolée.

L'échec européen de la Dame de fer s'explique en grande partie par le chantage inacceptable qu'elle avait établi entre les deux négociations budgétaire et agricole que rien précisément ne permettait de lier.

En demandant à ses partenaires de réduire à nouveau de manière durable et substantielle sa contribution au budget communautaire, la Grande-Bretagne violait le traité d'adhésion, refusait la règle européenne fondamentale de la solidarité financière. Son atout: la faiblesse de ses partenaires qui avaient accepté à plusieurs reprises et surtout le 30 mai 1980 de mettre le doigt dans l'engrenage fatal, de répondre favorablement au célèbre « rendez-moi mon argent » du premier ministre britannique.

En indiquant qu'elle n'accepterait les prix agricoles que contre un nouveau chèque, Margaret Thatcher a pourtant commis sa plus grande erreur européenne. En effet le traité de Rome paraphé par le Royaume-Uni prévoit que ces prix doivent être fixés le 1er avril de chaque année. Pour les 8 millions d'agriculteurs de la communauté, cette fixation constitue l'acte politique européen majeur, pour les citoyens des Dix la preuve que l'Europe fonctionne. Par contre, aucun traité n'a jamais parlé de compensation financière, F. Mitterrand a été intransigeant sur ce point.

Sans doute les partenaires de Londres ont-ils éprouvé de leur côté la tentation d'établir un lien entre leur solidarité contre l'Argentine et la fixation des prix. Leur sagesse politique les a conduits à y renoncer. Margaret Thatcher aurait dû s'inspirer de cet exemple. Son intransigeance risque maintenant d'ouvrir une crise majeure au sein du marché commun. En effet, le « compromis de Luxembourg » de février 1966 permet à un Etat membre d'obtenir automatiquement que les décisions soient prises à l'unanimité et non à la majorité s'il estime que ses intérêts vitaux sont en jeu: « Votons donc les prix à l'unanimité », a demandé Peter Walker, le ministre britannique de l'Agriculture. « Impossible », lui ont répondu ses partenaires, « ce n'est pas d'un intérêt vital que vous parlez, mais d'une compensation financière que rien ne prévoit ».

Dès lors, les ministres de l'Agriculture devraient adopter à la majorité, à 9 contre 1, les prix agricoles 1982-1983, mardi, sans pour autant remettre en cause, selon eux, le compromis de Luxembourg.

M. Thatcher a-t-elle pris la mesure du risque encouru: toujours est-il qu'à Luxembourg, mardi, son ministre Pym a demandé la convocation immédiate d'un Conseil des ministres des Affaires étrangères avant toute décision sur les prix.

Jacques DOCQUIERT